D É C I S I O N

La réclamante a déposé un formulaire de réclamation pour bénéficier du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC, alléguant qu'elle avait été infectée par le VHC suite à une transfusion sanguine reçue durant la période couverte par la convention de règlement des recours collectifs soit entre le 1^{er} janvier 1986 et le 1^{er} juillet 1990.

La demande d'indemnisation a été refusée par l'Administrateur du règlement des recours collectifs, en date du 30 octobre 2008, l'Administrateur estimant qu'il n'y avait pas de preuve confirmant que la réclamante avait reçu du sang au cours de la période du recours, soit du 1^{er} janvier 1986 au 1^{er} juillet 1990.

La réclamante a présenté une demande de renvoi en date du 12 novembre 2008, demandant à ce que son recours soit étudié par un juge-arbitre, la réclamante indiquant à sa demande de renvoi avoir subi une hystérectomie au Centre hospitalier Pierre-Boucher et avoir été hospitalisée à trois autres reprises par la suite, suivant diverses complications post-opératoires. La réclamante ajoutait, à la documentation accompagnant sa demande de renvoi, qu'elle avait sûrement reçu du sang ou un produit sanguin durant l'une ou l'autre de ces hospitalisations.

Estimant que la documentation qui m'avait été transmise pouvait être incomplète et pour éviter tout malentendu, j'ai obtenu le dossier complet de la réclamante au Centre hospitalier Pierre-Boucher couvrant, entre autres, la période de janvier 1986 à juillet 1990. J'ai finalement eu accès à ce volumineux dossier et en ai évidemment pris connaissance. Je n'y trouve aucune évidence que la réclamante aurait reçu une transfusion sanguine ou un quelque autre produit sanguin durant la période couverte par la convention de règlement des recours collectifs.

La réclamante a indiqué qu'elle ne voulait pas témoigner en personne devant moi, mais elle m'a fait parvenir une lettre de deux pages datée du 14 juin 2009 par laquelle elle présente des explications et des représentations eu égard à sa demande de renvoi. Les procureurs du

Fonds, lesquels ont également déposé des représentations écrites, ont choisi de ne pas répondre à la lettre de la réclamante.

La réclamante nous dit, qu'à cause de son état de santé précaire, qu'il y a dû nécessairement y avoir utilisation de sang ou de sous-produits sanguins durant son hospitalisation, mais tel que mentionné ci-haut, je ne retrouve pas une telle preuve au dossier, lequel me paraît par ailleurs complet. De façon paradoxale, le formulaire du médecin traitant (Tran 2) indique que la personne directement infectée, soit la réclamante, n'aurait pas reçu de transfusion durant la période 1986 à 1990, et le médecin qui a complété ce formulaire parle plutôt de transmission par conjoint. Ce fait est par ailleurs contesté par la réclamante à sa lettre de juin 2009.

Cela étant dit, j'en arrive à la conclusion que la réclamante n'a pas établi avoir reçu une transfusion sanguine durant la période couverte par le présent règlement, soit du 1^{er} janvier 1986 au 1^{er} juillet 1990, et je dois donc maintenir la décision de l'Administrateur de refuser quelque indemnisation dans le cadre du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC 1986-1990.

La réclamante a souffert de problèmes médicaux sérieux depuis déjà plusieurs années, mais la sympathie que j'éprouve pour elle ne me permet pas d'outrepasser le texte de la convention de règlement et du régime des transfusés, et je ne peux les modifier au bénéfice de la réclamante.

La convention de règlement et le régime des transfusés ne s'appliquent pas à la présente réclamante et je maintiens donc la décision de l'Administrateur de refuser d'indemniser la réclamante dans le cadre du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC 1986-1990.

Montréal, le 24 septembre 2009

(s) Jacques Nols

Jacques Nols
Juge-arbitre